

**iicd**

Institut International  
pour la Communication  
et le Développement

**Burkina-ntic**

<http://www.burkina-ntic.org>



Trimestriel d'information du réseau LIEN Burkina | Local Information and Exchange Network | N°005 Juin 2004

# Pour le développement de l'Afrique



## Le partage de connaissances

[www.burkina-ntic.org](http://www.burkina-ntic.org)

- ★ Baptême de feu pour la licence Windows destinée aux PC d'occasion.
- ★ La vision d'un cyber journaliste.
- ★ Téléphonie mobile, au secours !
- ★ Le suivi-évaluation selon IICD.

## Très chers lecteurs Le vrai fossé numérique se trouve dans nos têtes !

Le fossé numérique peut s'exprimer de plusieurs manières. Ce qui est le plus flagrant pour nous autres internautes, c'est la différence de coût d'accès à l'Internet entre le Nord et le Sud. A l'heure actuelle où l'on parle du Haut Débit, nous recherchons nous, le bas débit en vain. Une connection ADSL à 512Kb/s en Occident coûte environ 25 euros par mois. Ces 25 euro correspondent au prix d'un sac de riz de 50 kg et de quelques kilos de viande que rares de burkinabès peuvent s'offrir si ce n'est les rares jours de fête.

Chez nous, une liaison spécialisée 512Kb/s coûte dans les 1500 euros par mois, l'équivalent de 7 mois de salaire d'un cadre supérieur de la fonction publique et de 17 mois de salaire d'un subalterne. et si vous voulez dépasser la barre de 512kb/s, il vous faudra déboursier plus de 2000 euros par mois.

Je ne vous parle pas du prix d'achat d'un poste de travail neuf (ordinateur, onduleur, imprimante) qui équivaut aussi à 7 mois de salaire d'un cadre supérieur et à 18 mois de salaire d'un employé ordinaire.

Dans un tel contexte, même si les prix baissaient comme en Europe, la fracture ne sera pas résorbée parce que peu de Burkinabès peuvent dépenser 25 euros par mois.

Une réflexion profonde sur la question de la fracture doit être menée, réflexion dépourvue de tout sentimentalisme, de tout pleurnichement, mais empreinte de la recherche de solutions avantageuses et bénéfiques en terme d'usages NTIC pour la population.

Si le jeune français, hollandais ou Belge s'amuse à télécharger des clips vidéos avec son haut débit, le petit burkinabè a-t-il intérêt à en faire de même, lui qui n'a aucun livre ou documentation pour sa formation et donc devrait plutôt s'orienter sur des recherches documentaires ?

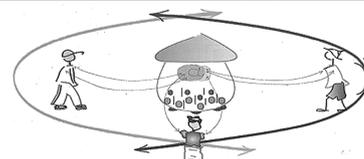
Le bas débit bien utilisé peut donc être plus bénéfique que le haut débit orienté sur les besoins ludiques.

La vraie fracture est donc dans nos esprits et non dans la réalité. La vérité, c'est l'orientation vers des usages sains et porteurs et non la simple recherche de résorption de la fracture d'une façon arithmétique.

Méfions nous donc des nouveaux concepts qui font "gonfler" la manne des bailleurs", alertés par les **e-profits** de l'industrie du développement, avides de nouveaux concepts passe-partout créateurs de nouveaux-faux-projets-voués-à l'échec. ô Afrique, quand te reveilleras-tu donc et quand diras-tu NON ?

**La Rédaction**

**Que faire alors ?**



Bulletin

**Burkina-NTIC N°05**

Récépissé n°1721/MIJ/CA-GI/OUA/P.F

Juillet 2003

**Directeur de Publication**

Sylvestre OUEDRAOGO

**Rédaction**

Inna GUENDA

Ramata SORE

Magloire HIEN

Théodore SOMDA

Sylvestre OUEDRAOGO

**Collaborateurs**

ZCP

GTP

FIAB

IICD

Yam Pukri

Club arrobase

l'oeil des Jeunes

**Contact**

Ouédraogo Sylvestre,

Coordonnateur programme LIEN

tel. : 70 25 04 49

Zio Amélie, Administration

tel. : 70 23 37 86

Théodore Somda, Gestion site

web Burkina NTIC

tel. : 70 26 92 00

Guenda Inna,

Etudiante en Communication

Thiombiano Artistide, Consultant

Indépendant

Ramata Soré, Journaliste à

l'Evènement

<http://www.Burkina-ntic>

09 BP 1170 Ouagadougou 09

info@burkina-ntic.org

**Programme LIEN**

S/C Association Yam Pukri sis

derrière la SONAPOST de

1200 logements

## Qu'est- ce que le réseau LIEN ?

**Le réseau d'échange d'information sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ( NTIC) est né à la suite d'un constat que :**

-Les NTIC, en particulier l'informatique et l'Internet, sont considérées comme un moyen pour aider et accélérer le développement dans le monde et particulièrement dans les Pays en Voie de Développement ( PVD ).

-La multiplicité des interventions, des innovations et des expériences en faveur des NTIC dans nos pays nous interpelle à coordonner nos efforts afin d'être plus efficaces. Le terrain des NTIC est tellement vaste que l'on ne peut parler de concurrence, mais de complémentarité et de soutien aux diverses initiatives engagées çà et là.

-Les enjeux en faveur des NTIC sont énormes et nous ne devons laisser personne entreprendre cette tâche : c'est à nous de définir ce qui est adéquat pour nos pays et nos populations en matière d'usage et d'options NTIC.

-La société civile africaine et particulièrement celle du Burkina Faso doit afficher ses opinions quant au

développement des NTIC et à ce titre, l'espace réseau NTIC va lui permettre de mieux s'exprimer.

### Les membres actuels

Tout réseau naît à partir d'un noyau mais cela ne signifie nullement que ce noyau ne peut s'agrandir. Pour le moment, le noyau du réseau est composé des partenaires de l' IICD (International Institute for Communication and Development ) au Burkina Faso ( Iconnect, Yam Pukri, FIAB, Club @robase, ISOC-BURKINA, DELGI, Global Teenager, , ZCP).

### Les activités du réseau

Les activités du réseau seront centrées pour le moment sur deux grands axes subdivisés comme suit :

-La création et la mise à jour d'un site Internet spécialement dédié aux NTIC au Burkina Faso et dans le monde

-La mise en œuvre d'un bulletin d'information trimestriel sur les NTIC

au Burkina Faso

-Des réunions et séminaires d'échanges et de formations sur le phénomène NTIC au Burkina Faso et dans le monde

### Votre contribution

Quelle que soit votre statut (personne morale, travailleur, étudiant, sans emploi), vous pouvez participer au réseau LIEN en :

-Envoyant des articles et des histoires sur les NTIC pour enrichir le site ; vous serez connu ainsi de part le monde et des opportunités pourront s'offrir à votre entreprise-association et à vous-même

-Envoyant vos propres expériences relatives à vos propres activités dans le domaine des NTIC afin d'enrichir le bulletin qui sera diffusé partout

-En participant aux rencontres et ateliers de formations du réseau ; vous serez tenu au courant de ses initiatives en temps opportun

-En développant des activités annexes et spécifiques afin d'étendre le réseau

### Les avantages de faire partie du réseau LIEN

-Etre tenu au courant de toute initiative en matière de NTIC dans le monde

-S'informer sur les opportunités d'affaires

-Participer à des ateliers de formations et d'informations sur les NTIC

-S'enrichir de l'expérience des autres en matière de NTIC

-Bénéficier des formations en NTIC à des coûts réduits



La rédaction

## Baptême de feu pour Microsoft

### Destiné aux PC d'occasion

**Microsoft tient à donner un caractère "lutte contre la fracture numérique" à son initiative. " La licence MAR se destine également aux organismes souhaitant envoyer des PC d'occasion dans les pays en voie de développement, au premier rang desquels l'Afrique ", précise Roger Abehassera.**

**U**n argument réfuté par Alain Roblin Demont, membre de l'association Coopération, solidarité et développement aux PTT (CSDPTT). Elle distribue des PC de seconde main en Afrique précisément, issus de grandes entreprises comme La Poste ou France Télécom. Pour lui, la licence MAR " est absolument inacceptable ". " Microsoft va, en pleine connaissance de cause, faire payer une deuxième fois l'utilisation de ses logiciels. Cette licence peut être intéressante pour des professionnels de l'occasion, mais en aucun cas pour des structures comme notre association, et pour aucune des associations d'aide au développement de ma connaissance. "

Sur place, des voix s'élèvent également contre le danger de voir le monopole de Microsoft étendu aux pays émergents. " Nous sommes au courant de cette initiative de Microsoft, j'y suis opposé et je l'ai d'ailleurs fait savoir au gouvernement de mon pays ", explique à ZDNet Sylvestre

Ouedraogo, enseignant à l'Unité de formation et de recherches en sciences économiques et de gestion de Ouagadougou (Burkina Faso). " Mais pour les autorités, c'est très tentant, et ça devient difficile de refuser ".

Les logiciels libres dans la balance.

Auteur du livre L'ordinateur et le Djembé (éditions l'Harmattan, décembre 2003), Sylvestre Ouedraogo est également responsable de l'association Yam Pukri, qui vise à la formation et à la vulgarisation des nouvelles technologies au Burkina Faso. Elle est présente dans des centres de formation de trois villes du pays.

" Plus que la question du prix, nous nous inquiétons car cette initiative va conditionner nos jeunes à utiliser les produits Windows ", précise-t-il, en parlant de ce " cadeau empoisonné ".

Microsoft France, par la voix de son directeur général adjoint, ne cache d'ailleurs pas ses ambitions. " Nous avons pour l'instant aucun intérêt financier dans l'initiative MAR, mais elle correspond à notre

ambition de permettre à tous d'utiliser nos produits, afin d'avoir un ordinateur Windows par personne dans le monde, l'objectif que nous nous sommes fixé depuis 25 ans ", assure Roger Abehassera. Pour le formateur du Burkina, " l'éditeur entrera par la grande porte dans nos États et commencera à attaquer tout ceux qui sont dans l'illégalité. Or vous savez que plus de 90% de nos ordinateurs ont des logiciels piratés ".

Pour lui, la solution se trouve dans les logiciels libres, que Microsoft cherche à contrer également en Afrique. Le Burkina Faso est un des rares pays d'Afrique à accueillir depuis quelques années une association d'utilisateurs Linux.

" Nous pouvons monter la même initiative avec un apport national, en prenant des ordinateurs de seconde main gratuitement en Europe et en y installant des produits Linux ", conclut Sylvestre Ouedraogo. "

Le projet sera alors une initiative nationale, et non pas celle d'une grande firme qui compte nous appâter avec un gâteau à l'arrière-goût amer ! "

Source [zddnet.fr](http://zddnet.fr)

## Le suivi-évaluation selon IICD

**Mieux comprendre le suivi évaluation et la méthodologie d'IICD, connaître les résultats des enquêtes par questionnaires précédemment envoyés aux partenaires, trouver les pistes de solutions relatives aux difficultés ou questions émergentes face à l'approche par la formulation des projets, tels étaient les objectifs de la rencontre qui a réuni le mercredi 12 Mai 2004, l'Institut International pour la Communication et le Développement avec quelques uns de ses partenaires au Burkina Faso, partenaires dont les projets sont en cours.**

Cette rencontre qui avait pour cadre l'auberge l'eau vive de ouagadougou et pour thème : " Le suivi évaluation des projets selon IICD ", a débuté aux environs de 8heures 30mn. Tour à tour les différentes organisations ont eu à se présenter selon une approche dynamique.

M TIEBA Daniel consultant de IICD sur cette étude a rapidement présenter ce qu'il attendait de cette journée avant de passer la parole au responsable du suivi évaluation à IICD pour le Burkina et le Mali , Neeltje BLOMMESTEIN pour sa présentation sur le thème :le suivi évaluation des projets .

" Pour IICD c'est très important de faire le suivi évaluation, car c'est un processus continu d'apprentissage ", s'exprimait-elle d'entrée de jeu. Elle a relevé l'importance que revêt le suivi évaluation et l'attention qu'il faut accorder de même à l'auto évaluation . Mais quelle est le procès d'IICD en la matière ? Celle-ci se décrit en trois aspects importants.

En premier lieu nous avons l'identification des besoins réels en ce qui concernent les bénéficiaires des projets, appropriation et Apport d'assistance. Le deuxième aspect important de cet démarche a noté l'exposante relève du processus interne à l'organisation. Ainsi les questions telles que " le projet est-il intégré dans l'organisation qui le pilote ? Les bénéficiaires finaux sont-ils satisfaits des services qui sont offerts

par le projet ? doivent-elles être posées.

Enfin le troisième aspect tout aussi primordial en ce qui concerne le suivi évaluation, est l'impact. Impact qui doit se ressentir et se mesurer aussi bien chez les bénéficiaires sur le plan du renforcement de leur capacité, éveil de leur conscience sur certains problèmes, impact sur le plan socio-économique. Ainsi un projet peut donc avoir un effet catalyseur en étant un exemple de réussite pour les autres partenaires étatiques ou les partenaires au développement.

Cette présentation très vivante a permis aussi aux participants d'intervenir pour partager leur expériences en termes d'évaluation. Ainsi le feed-back, l'évaluation par la méthode des effets sont quelques méthodes éprouvés par certains des participants.

L'approche méthodologique de l'IICD a été ici exposée par Neeltje BLOMMESTEIN. L'on peut donc retenir qu'elle est une approche intégrée axée sur :

- des données quantitatives - à partir des questionnaires qui ont été remplies par les organisations ou qui le seront par celles qui auront un projet à soutenir. Toute chose qui permettra d'identifier les problèmes communs non pas à l'échelle d'un projet, mais d'un secteur.

- des données qualitatives à partir du focus group ou débats de groupes et des échanges qui permettent l'

approfondissement de l'analyse de ces problèmes communs et donc la recherche conjointe de solutions.

Cette demi-journée d'échanges s'est poursuivie avec la restitution des résultats et conclusions à mi-parcours de l'étude entamée, depuis la formulation des projets lors de la table ronde du monde agricole en juillet 2003 à Bobo dioulasso qui a été menée par le consultant commis à cet effet M.Thiéba Daniel. Ainsi de sa présentation l'on note que en ce qui concerne la localisation des porteurs de projets dont 80% vit hors de la capitale sont à majorité de sexe masculin. 85% environ avait l'intention d'initier un projet NTIC et seulement 15 % l'ont fait.

Des conclusions du consultant il ressort un risque de ne pas suffisamment impliquer les organisations basées hors de la capitale , de la non prise en compte du genre et enfin un réel décalage entre les intentions de projets et ceux en processus réel de formulation.

En ce qui concerne les résultats de l'étude sur les projets en formulation, l'on dénote que certaines interrogations se posent sur la personne qui doit remplir le questionnaire. Est-ce celle en charge de la formulation ou les autres membres de l'équipe de direction de l'organisation. M Thiéba a fait remarquer que la plupart du temps c'est la personne en charge de la formulation uniquement qui remplit les fiches de formulation de projets. Et de conclure sur ces interrogations : tout le monde est-il impliqué dans l'organisation ? tout le monde dispose-t-il de l'information ?

C'est par des échanges entre les participants repartis en deux groupes

Suite page 15

## Le partage de connaissances pour le développement de l'Afrique

L'institut international pour la communication et le développement (IICD) œuvre pour le partage de connaissances en matière de nouvelles technologies dans les pays en voie de développement. La divulgation des savoirs pourrait améliorer les conditions de vie des populations.

Bénédicte Marcilly, chargée du programme de partage des connaissances pour le Ghana, le Mali et le Burkina Faso, a rencontré les membres du réseau Lien Burkina pour discuter de l'avenir de cette structure. Politologue de formation et ayant auparavant travaillé dans le domaine de la coopération internationale pendant dix ans avant d'intégrer l'IICD, il y a de cela un an et demi, elle juge l'avenir Burkina peu clair. " Les Burkinabè, dit-elle, doivent définir eux-mêmes leurs priorités, leurs défis et travailler ensemble pour sortir de l'isolement ". Entretien...

### Qu'est ce que l'IICD ?

**B M :** L'institut international pour la communication et le développement créé en 1997 est une fondation néerlandaise qui cherche à promouvoir le développement grâce aux technologies de l'information et de la communication. Il promeut l'appropriation locale des technologies. L'IICD travaille dans neuf pays en Afrique. En Afrique de l'Ouest, c'est le Burkina, le Mali et le Ghana. Le reste des pays se trouve en Afrique de l'Est et en l'Amérique latine.

### Quels sont les domaines d'intérêt de votre structure ?

**B M :** Le renforcement des capacités comme deuxième sous projet et le partage des connaissances. A l'intérieur du programme pays, on a cinq grands domaines d'interventions : l'éducation, la santé, l'environnement, la gouvernance, les modes de subsistances (agriculture). L'IICD a un programme-pays dans chaque pays et trois sous programmes.

### Quelles motivations sous-tendent ces programmes ?

**B M :** L'IICD est issu de la coopération néerlandaise et à

comme bailleur de fond cette structure. De ce fait, l'IICD suit les lignes de la coopération néerlandaise jusqu'à un certain point. Le soutien de l'IICD évolue un peu avec les grandes lignes de la politique de l'aide au développement

### Qui peut bénéficier d'une expertise ou d'une aide de l'IICD ?

**B M :** Nous travaillons avec des Ong, les secteurs privés, les gouvernements, les étudiants, les universitaires. Nous sommes un peu ouvert à tous. Travailler avec une structure dépend

de ce qu'elle nous propose. Nous avons cette démarche qui



consiste à commencer dans un pays avec un processus de tables rondes afin d'établir un programme par rapport à ce qui en ressort.

### Dans le cas d'une structure comme le réseau Lien, en quoi consiste l'aide ou l'expertise de l'IICD et combien de temps dure t-elle ?

**B M :** le réseau Lien bénéficie, de notre part, d'une aide sur le long terme. C'est une aide plus stratégique, de facilitation, d'aide à trouver par exemple des partenaires, des contacts, à orienter le programme sur les grandes lignes de développement. Bien entendu, nous accordons au réseau Lien un minimum d'aides financières en terme de réseau, de programme et de partage de connaissances. On donne le coup de pouce initial qui peut durer cinq ans et cela fonctionne dans les limites d'un cadre stratégique. Cette aide se renouvelle chaque année parce qu'il faut travailler le programme. Ce soutien permet de voir le programme évoluer de lui-même.

### Quel est le but de votre visite au Burkina ?

**B M :** ma visite s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement stratégique et de la vision de partage des connaissances à long terme. J'ai fait le pari d'accompagner Burkina NTIC (réseau Lien) dans son cheminement vers l'autosubsistance et dans la réalisation de certaines activités. Il est normal donc que je passe de temps à temps au Burkina pour voir les personnes avec lesquelles je travaille afin qu'on avance ensemble. J'ai un rôle d'accompagnement stratégique et de facilitation plus à l'international. Je dois me

Suite page 15

## A la rencontre d'une battante !

Notre équipe de reportage a rencontré en Janvier dernier à Ouagadougou Annie Chéneau Loquay. Cette femme, dynamique, qui bataille sur plusieurs fronts en ce qui concerne les TIC, a eu à produire plusieurs articles et publications dans ce domaine. Elle est avant tout une personne ouverte qui a eu du plaisir à nous parler du but de sa tournée en Afrique de l'Ouest et à partager avec nous son avis sur certaines questions en relation avec les TIC.

### Qui est Annie Chéneau Loquay

Directrice de recherche au CNRS Centre National de la recherche scientifique français, dans un laboratoire de sciences politiques à Bordeaux, le Centre d'étude d'Afrique noire, Annie Chéneau Loquay est géographe et un peu socio-économiste également.

### But de sa visite au Burkina Faso et dans les autres pays d'Afrique.

Je suis au Burkina Faso depuis une semaine après avoir passé trois semaines au Sénégal et une semaine au Mali dans le cadre du programme de recherche Africanti qui existe depuis quelques années. C'est à la fois un programme et un réseau de recherche. Nous avons cherché à regrouper des compétences, à créer des échanges sur les questions des nouvelles technologies de la communication en Afrique avec des collègues qui sont dans différents pays, Africains surtout. Nous avons actuellement l'idée de monter un programme de recherche - action sur la dynamique des accès public en Afrique. C'est pourquoi je suis venue au Burkina Faso pour une étude exploratoire pour identifier les problèmes.

### Les activités menées durant le séjour au Burkina Faso ?

Durant son séjour Annie Chéneau Loquay a rencontré un certain nombre de personnalités au niveau politique

pour comprendre les stratégies en matière de Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. " J'ai aussi rencontré des propriétaires de cyber centres (grands et petits) pour savoir comment ils travaillent, où ils en sont, quelles est leur clientèle, quels sont leurs problèmes. Et enfin j'ai essayé d'avoir une vue générale sur la géographie des cyber à Ouagadougou. " nous confie-t-elle.

### Son avis sur l'évolution des NTIC au Burkina ?

Le Burkina, tout comme le Mali et le Sénégal, est dans une phase de pause concernant la dynamique des accès publics. Il y avait jusqu'en 2002 une certaine dynamique dans les grandes capitales africaines comme Dakar, Bamako et Ouagadougou. Aujourd'hui beaucoup de cyber centres surtout les petits ont fermé à cause de la concurrence. Au Burkina, il y a un problème particulier. C'est celui de la connectivité. En effet elle est très faible. Si un cyber café est en RTC c'est à dire en liaison téléphonique, il ne peut pas travailler correctement et ne peut pas être rentable. Quelques uns réouvrent mais en demandant une ligne spécialisée dont obtention est d'ailleurs difficile dans ce pays. Ceux qui arrivent à en avoir une peuvent couvrir leur frais à partir d'un certain seuil et certains font des bénéfices mais ce n'est pas évident. En ce moment il y a un certain nombre de blocages. Le secteur est très fragile. Il faut que la connectivité augmente et que les prix

baissent. Les coûts sont en effet plus élevés au Burkina que dans d'autres pays. Ils devraient connaître une baisse très bientôt, selon les responsables de l'ONATEL.

Il y a aussi un problème de gestion de ces entreprises. Ce sont des entreprises qui sont difficilement rentables donc il faut savoir les gérer ce qui implique des prévisions et des investissements corrects. Or beaucoup se lancent dans cette activité sans en connaître les spécificités, sans formation particulière. Au lieu d'utiliser du matériel neuf dernier cri, on pourrait utiliser des matériels d'occasion par exemple, ou des ordinateurs montés sur place. La question de la maintenance se pose aussi. Mais le gros problème reste celui de la connectivité et des prix.

### Que peut-on attendre des rencontres que vous avez eues avec les responsables politiques surtout concernant le monopole de l'Etat dans le domaine des télécommunications ?

Les pays africains sont dans une phase de transition. Dans tous ces pays les opérateurs de télécommunication étaient des opérateurs publics, ce que l'on appelle opérateurs historiques et ils sont poussés à libéraliser le secteur et à privatiser. Au Burkina, l'ONATEL est toujours l'opérateur historique, il lui faut donc changer de mentalité, pour arriver à l'ouverture, à la libéralisation, à la privatisation. C'est un changement complet qui demande des efforts de sa part. C'est une vraie révolution qui doit être faite, les responsables de l'ONATEL en sont très conscients et apparemment l'idée de privatisation est acceptée et je pense que les choses devraient évoluer s'il y a une véritable volonté. L'ouverture est prévue pour

Suite page 8

## Suite de la page 7

2005, y aura t'il ensuite des repreneurs qui se présenteront ?

### Africanti ?

Africanti, c'est une idée que j'ai eue il y a quelques années, en 1998. Je me suis dit que travailler sur la question des NTIC en Afrique était intéressant. On a là des phénomènes à la fois technologiques, sociologiques, politiques qui sont au cœur des transitions du monde d'aujourd'hui. Travailler sur les NTIC ce n'est pas travailler sur des outils, c'est un objet de recherche au sens plein et au travers de ces recherches on voit la transition vers la globalisation, toutes ces questions de libéralisation, de privatisation, tous ces changements de culture.

J'ai commencé et j'ai persisté. Africanti était au début un petit programme de recherche ensuite j'ai pu obtenir des financements plus conséquents ( du Ministère des Affaires étrangères), il est aujourd'hui un réseau de chercheurs ,du Nord et surtout du Sud, en Afrique. Le programme a travaillé au Sénégal sur le secteur informel, au Mali sur une approche régionale des NTIC dans deux régions, au Ghana sur une approche politique des NTIC, en RDC , au Cap Vert etc.

Nous avons un site Internet, [www.africanti.org](http://www.africanti.org) qui est connu. Notre politique, c'est la transparence de nos résultats et de nos activités. La rubrique Résultat est la plus consultée parce que nous y publions des mémoires d'étudiants du programme et aussi externes au programme et mettons en ligne des articles. Nous avons mis en ligne récemment l'ouvrage collectif " Enjeux des technologies de la communication en Afrique, du téléphone à Internet " qui a été publié en 2000 et qui est épuisé.

C'est un site régulièrement actualisé. Il y a également un forum, fermé. Nous avons des rencontres annuelles du réseau qui se déroulent à Hourtin en France à l'Université d'été de la communication. En 2003 nous y avons organisé un colloque sur la fracture numérique. Maintenant nous sommes en phase de consolidation du réseau. Il est assez solide et 13 pays sont concernés.

A partir d'Africanti d'autres réseaux se sont créés et des partenariats ont été établis. Du point de vue de la recherche nous comptons faire connaître véritablement les processus concernant l'insertion des NTIC les modes d'accès, les usages, les effets concrets. Il y a trop d'idées préconçues et de discours utopiques sur ces questions. Les bailleurs de fonds raisonnent en fonction de leur propre milieu. Les Africains sont différents, ils ont leur manière d'appréhender les choses.

Nous avons une revue dénommée Net Sud et nous voulons qu'elle soit un lieu d'expression de chercheurs africains, qu'ils puissent avoir la possibilité de faire des publications dans des revues de bon niveau scientifique.

### Le Sommet mondial sur la société de l'information et décisions importantes pour l'Afrique.

Je ne pense pas que des décisions importantes aient été prises. Il y a eu un texte compliqué, il y a eu un bras -de -fer entre société civile, secteur privé et pouvoir politique. Le point positif pour l'Afrique c'est que la question de la fracture numérique était au centre des débats. Les Africains se sont vraiment faits entendre pour une fois. Ils ont été très actifs. La notion de " solidarité numérique " avancée par le Sénégal a été reprise par tous les participants africains et au delà. Elle a été rejetée d'abord par tous les pays occidentaux

mais ils ont accepté par la suite de considérer quand même la question. Je trouve cette notion intéressante, il faut maintenant l'analyser et bien la cerner. Je ne comprend pas pourquoi l'Union Européenne a été aussi réticente.

### La coopération Nord-Sud en matière de nouvelles technologies.

J'ai écrit avec un collègue congolais, un article sur la coopération internationale. C'est une approche critique de la coopération. Nous avons montré que c'est souvent la vision du Nord qui domine. En Afrique les questions de développement sont toujours considérées sous l'angle de la réduction de la pauvreté, ce qui est réducteur. On considère toujours que se sont ceux du Nord qui apportent " la bonne parole " à ceux du Sud. C'est une attitude toujours présente dans la coopération, parler de partenariat est facile, y arriver pose beaucoup de problèmes.

Faire de la recherche pour moi, c'est avoir une approche critique. C'est analyser avec rigueur un phénomène et dire ce que l'on en pense. La critique est au cœur même de la recherche à condition de l'argumenter.

### Pour Annie Chéneau Loquay

Il faudrait que les gens du Sud se concertent davantage, qu'ils s'inspirent des expériences des autres sur les questions de NTIC, qu'ils trouvent en particulier les moyens de créer un hub africain au niveau des infrastructures pour réduire leur dépendance. Il y a des solutions qui ont été déjà trouvées dans d'autres pays sur un certain nombre de problèmes, il faut s'inspirer des expériences des autres pour s'enrichir.

ITW réalisée par  
Théodore SOMDA

## La vision d'un cyber journaliste

**Avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'Internet s'est introduit dans nos salles de rédaction. Pour les médias, il offre une nouvelle possibilité de traiter l'information et aux lecteurs une autre façon de l'appréhender.**

**Ce nouvel espace façonne une nouvelle forme de journalisme, mais avant tout une nouvelle espèce de journalistes. Sur le Net, la construction de l'information est différente.**

**A**vec ce 4e support médiatique, il faut une adaptation du message offert aux cyberlecteurs. Dorénavant, le challenge du journalisme n'est donc plus le médium, mais le message. Dans ce contexte, comment se comporte les médias Burkinabè ? Quelles retombées pour eux et leurs lecteurs ?

Presse online, différente de la version papier

Dès les années 1994, une trentaine de titres de médias était en ligne dans le monde. Au Burkina, les premiers sites presse sont apparus vers la fin des années 90.

En 1998, JJ a été, le premier journal burkinabè en ligne. Actuellement, sur plus de 100 journaux toutes périodicités confondues, seulement 09 sont en lignes. Des 70 radios, 4 sont sur le net. Sur les 4 sociétés de télé, seule la TNB a un site web.

Mais, suffit-il d'afficher des articles, sans image, sans hyperliens, sur le web, pour être une presse-online ?

Internet perd toutes son originalité et sa valeur lorsque les éditeurs se limitent à la copie numérique de la version papier. Sur le net, on ne lit pas comme on lit un imprimé : l'œil supporte difficilement les longs textes. la respiration de l'œil, sur la toile, est le texte court, l'image, le son...

L'édition électronique se définit comme une démarche exigeant interactivité, dynamisme, et actualisation du contenu.

La relation lecteur-producteur d'informations est l'une des nouveautés offertes par le Net. Avec l'interactivité, l'internaute-lecteur n'est plus passif dans son rapport avec l'information. Il clique sur les sujets qui l'intéressent. Les liens et hyperliens proposés peuvent l'aider à approfondir un sujet en se référant à des documents ayant trait au sujet : ce peut être, des bandes audio ou vidéo.

Avec le papier journal, la limite d'espace force à la hiérarchisation de l'information. Avec la presse online l'information est exploitée sous diverses formes et au maximum.

Le feed-back de la part du lecteur se fera fait soit par des mails, soit au travers des forums à thèmes et des groupes de discussion. On parle alors d'interactivité. En plus de permettre aux internautes de discuter des sujets les intéressant, le forum crée une communauté virtuelle et même réelle car il arrive que les membres de ces listes tissent de véritablement relations humaines.

Une idée, un complément d'information peuvent être envoyés au journaliste par un lecteur désireux de faire avancer le problème ou tout simplement de mieux le comprendre. Plus encore qu'auparavant, le journaliste est sollicité et tisse une relation avec le lecteur.

Sur le web, un clic, du webmaster distribue des millions d'exemplaires de journaux, s'il ne veut, à travers une liste de distribution, informer les

internautes de la une et de la disponibilité des articles. Dans ce cas, le kiosque à journaux n'est plus au coin de la rue mais à portée de main ou disons de clic.

La consultation des articles ou des archives par les cyberlecteurs permet de connaître le taux de consultations d'un site grâce à un compteur mais également de recueillir ou de faire des sondages d'opinion sur un problème d'actualité.

Le journal peut ainsi se constituer une base de données de ses utilisateurs internautes, par accès gratuit au site à condition qu'ils s'y enregistrent.

Les sites de presse peuvent proposer des petites annonces, des quizz pour fidéliser le lecteur et l'inciter à acheter le journal...

Au Burkina, très souvent, ce sont des personnes étrangères à la profession qui se chargent de la mise en ligne des informations. Un journaliste, responsable de l'édition internet peut être désigné et formé pour la rédaction et la mise en ligne.

Ainsi de journaliste, il devient cyberjournaliste, c'est-à-dire à la fois technicien et reporter. Technicien parce que chargé de la rédaction et de la mise online de l'information et journaliste parce que la rédaction de l'information exige les mêmes compétences que celles du journalisme traditionnel. Le web ne reste qu'une spécialisation du métier de journaliste.

L'avantage pour la profession au Burkina serait la mise en oeuvre d'une charte d'édition électronique et l'élaboration des engagements de l'éditeur pour concrétiser cette évolution.

**Ramata SORÉ**  
**Journaliste**

## Manifeste des Grands Utilisateurs du réseau ONATEL

Monsieur le Directeur Général de l'ONATEL,

Deux grands faits nous interpellent à vous adresser cette correspondance:

-Premièrement la qualité médiocre du service Internet ainsi que le quasi monopole

-Deuxièmement, la publicité mensongère sur la réduction des prix des communications.

### Sur la qualité du service Internet au Burkina

Depuis quelques temps, nous constatons que le réseau Internet au Burkina Faso est perturbé: difficultés de se connecter, débit très faible, difficultés de faire des transactions bancaires...

Tous ces problèmes portent un préjudice sérieux à l'économie Burkinabè, notamment en terme de transaction financière, de communication et d'informations tant au niveau national qu'international.

Dans une économie où le gain de temps et le fait d'être relié en permanence au réseau est vital, nous ne pouvons accepter cette situation et exigeons que des solutions soient prises dans les meilleurs délais pour éviter une paralysie du système. Actuellement, le Burkina Faso est en retard dans les technologies de l'information et de la communication comparativement aux pays de la sous région.

Plus que le fait de demander des dédommagements qui en terme financier ne résoudront pas nos problèmes, nous recommandons la démarche suivante:

-Une information claire et sincère de la situation dont nous vivons actuellement à tous les abonnés de l'ONATEL afin

qu'ils prennent leurs dispositions et n'attendent pas indéfiniment que la situation se normalise, nos clients et partenaires croyant que nous sommes en tord et non pas l'opérateur lui-même.

-Qu l'Etat lève la mesure de monopole dont vous jouissiez afin de permettre une concurrence sur le marché, ce qui conduira à une meilleure performance, puisque votre institution se révèle incapable de fournir des services de qualité à sa clientèle. Ainsi, le privé aura la possibilité de jouer le rôle qui lui est dévolu, c'est-à-dire fournir des services à des prix compétitifs (par exemple, permettre aux fournisseurs d'accès Internet privés de travailler sur tout le territoire national,

-Que l'ONATEL se retire de son rôle de fournisseur d'accès à l'Internet et se contente de vendre les lignes spécialisées et qu'elle veillera à en améliorer la qualité, c'est-à-dire le débit réel et la continuité de service.

-Que les systèmes de connexion Internet par ADSL soit vite institué au Burkina afin de réduire substantiellement le coût des accès.

-Que des systèmes de protection soient opérationnels afin d'éviter les infections des ordinateurs de toutes sortes de virus et de spammers.

### Sur la publicité mensongère à propos de la réduction des prix des télécommunications

Monsieur le Directeur de l'ONATEL, Nous sommes étonnés par la publicité qui passe dans les journaux, à la télévision et à la radio sur la baisse des prix des télécommunications.

Si certains segments ont connu une baisse certaine, nous vous en remercions pour cet effort, certains

segments qui concernent le grand public a non seulement pas connu une baisse, mais une augmentation substantielle.

C'est pour cela nous en venons à vous afin de demander une explication claire parce que la population est attentive à vos actions. On ne peut tromper le consommateur très longtemps.

Votre tactique de jouer sur l'effet psychologique des consommateurs ne peut aller loin et nous nous demandons, si vous ne pouvez pas baisser les prix, de les laisser tels quels.

Vous êtes mieux placés que nous pour savoir que le volume des communications locales est plus important que celles des communications interurbaines. Vous avez donc retiré d'une main ce que vous avez donné de l'autre.

En effet, le coût des communications locales a été augmenté de 25%. Même dans les télécentres, la réduction du temps de l'impulsion ne favorise pas les appels comme le consommateur le faisait avant. Au lieu de payer 100 Fcfa, le consommateur croit qu'il gagne en payant 75 FCFA mais comme le temps a diminué, il passe à l'impulsion supérieure et sera donc obligé de payer 150 Fcfa, soit 50% plus cher qu'auparavant.

Nous vous demandons donc de remettre les coûts de communications comme avant et de vous excuser devant les consommateurs pour cette fausse information.

Conscients du fait que vous êtes soucieux du développement économique et social du Burkina Faso et que vous prendrez de mesures dans de plus brefs délais, nous vous prions de bien recevoir nos salutations les plus cordiales.

Burkina-ntic

## Téléphonie mobile, au secours !

La téléphonie mobile, un outil fiable et adéquat pour la Communication et l'Information dans nos campagnes.

Indini est un village situé dans le Sud-Ouest à 42 Km de Dano, chef lieu de la province du Ioba et à 86 km de Houndé, chef lieu de la province de Tuy dont il est un des villages et également à 67 km de Dieboucou chef lieu de la province de la Bougouriba et également à 181 km de Bobo-Dioulasso, 280 km de Ouagadougou,...

**P**our des raisons multiples (administratives, sanitaires, ...), la population de ce village a souvent besoin d'entrer en contact avec le reste du monde. Souvent, elle se voit obligé d'effectuer un déplacement là où un simple coût de téléphone aurait suffit pour résoudre un problème. Je cite ici quelques anecdotes que j'ai recueilli dans mon village.

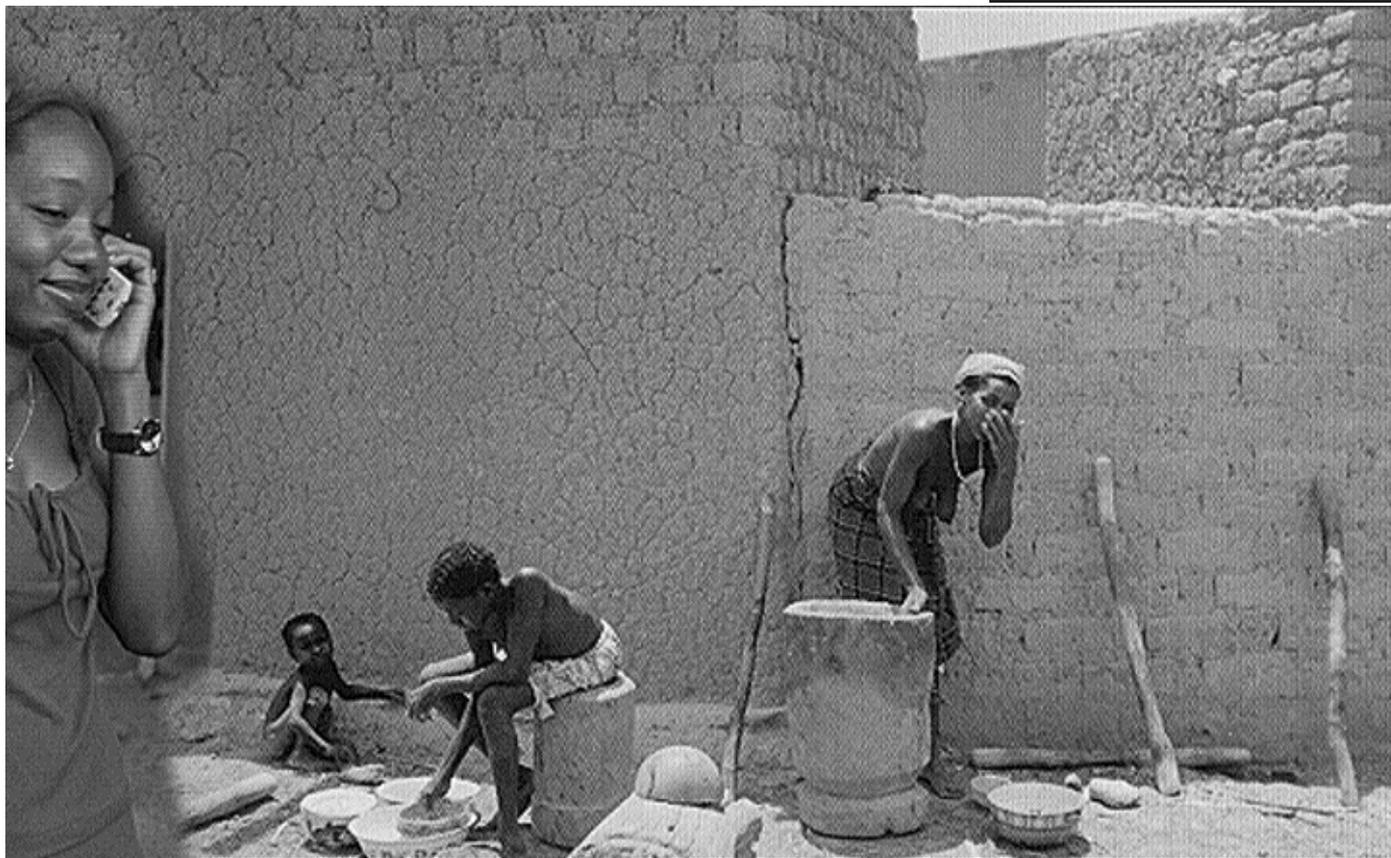
1- Un jour, un fonctionnaire de la localité, lors d'un bref séjour dans son village, était obligé, suite à un cas de force majeur, de demander une prorogation d'autorisation

d'absence afin de pouvoir résoudre un certain nombre de problèmes. Le lieu le plus proche où il pouvait bénéficier des services d'un téléphone est situé à 42 km de chez lui (Dano). Il s'y rendait lorsqu'à environ dix kilomètres de chez lui, son engin est tombé en panne. Pendant qu'il était en train de chercher une solution au nouveau problème qui venait de se poser (la panne de son engin), il apprit qu'à 17 km de chez lui (Koli), il pouvait bénéficier des services de la téléphonie mobile dont le réseau, par hasard, couvrait la zone

(CELTEL), service auquel évidemment il a eu recours, écourtant ainsi le long trajet (42 km) qu'il aurait dû parcourir pour bénéficier des mêmes services. La présence de ce réseau dans cette localité est un hasard heureux bénéfique pour la localité qui gagnerait en exploitant cet outil de communication qui permettra de réduire les distances, les coûts et un traitement efficace de l'information dans un délais record.

2- Dans le mois d'Août 2003, le président du Comité Villageois de Gestion des Terroirs du village et moi sommes partis à Bobo Dioulasso pour rencontrer les responsables du Programme national de Gestion des Terroirs. A notre arrivée, on nous fait savoir que tout le personnel était en congé

Suite page 12



## Suite de la page 11

et qu'il fallait revenir après le 6 Septembre 2003. Un simple coup de téléphone aurait suffi pour se rassurer si le déplacement était opportun ou pas.

3- Plusieurs parents et partenaires situés dans des régions diverses (Côte-d'Ivoire, France,...) souhaiteraient dans la mesure du possible, entrer en communication directe avec leurs parents ou partenaires au village.

Exemple : après avoir découvert la présence du réseau CELTEL (réseau de téléphonie mobile) dans mon village (Indini 280 km de Ouagadougou et 42 km de la localité la plus proche où on peut trouver un téléphone : Dano), a permis au président du Comité Villageois de Gestion des Terroirs de joindre des partenaires français qui nous aident actuellement pour la réalisation du Centre pour la Promotion Sociale et de Santé du village. Depuis lors, ils entrent souvent en communication en cas de nécessité.

Nous demandons pourquoi des opérateurs de téléphone ne viennent pas s'installer dans le village ? A coup sûr, ce n'est pas rentable à court terme, mais nous avons beaucoup de raisons sociales qui militent en faveur de ce service dans le village.

Tout d'abord l'urgence de communication est apparue devant la mort trop fréquente de femmes en difficultés de couche. Normalement, les femmes en

difficultés de couche doivent être évacuées à la direction provinciale de la santé, il n'existe pas d'ambulance dans notre département, l'ambulance doit donc provenir de Houndé (86 km) il faut donc entrer en contact le plus rapidement possible avec le district sanitaire pour poser le problème. Le temps pour effectuer le déplacement est souvent trop long et la victime meurt souvent avant l'arrivée d'un moyen de déplacement adéquat.

Pour diverses autres raisons tels

que les deux exemples ci-dessus cités, il apparaît clairement qu'il y a un besoin de communication.

La chance que nous avons dans le village, c'est l'accès au réseau de la téléphonie mobile. Peut-on convaincre le groupement du village à s'y abonner ?, là, c'est une autre question.

**Hien Dekouwin Magloire**  
**Portable : 68 58 98 e-mail :**  
**dekouwin@yahoo.fr**

## TIC Images et Paroles

Ce qu'il faut retenir du thème des NTIC, c'est qu'en tant que moyens modernes de communication, elles permettent aux maires de pouvoir dialoguer mais aussi de générer d'autres outils tels que le système d'information géographique qui permet par exemple de visualiser les écoles, les dispensaires, les voies de circulation, les édifices et de prendre rapidement des décisions au cas échéant. En un mot, ce sont des moyens modernes entre les mains des maires pour ne pas faire de pilotage à vue.



**M.Simon COMPAORE, Maire de la ville de Ouagadougou**

## L'ORDINATEUR ET LE DJEMBÉ, Entre rêves et réalités?

...Le griot, cet homme qui sait tout, qui peut raconter des généalogies entières, pourvu que l'on lui dise un mot clé, comme celui d'un ancêtre célèbre. Le griot est un expert dans le stockage mental d'informations.

Avec les vieux sages du village, ils formaient un réseau d'ordinateurs que l'on pouvait consulter pour lire dans les archives secrètes de notre passé glorieux.

Faisant une comparaison avec l'Internet, je me dis :

Mince, n'est-ce pas la même chose ? Le principe de réseautage en informations était familier à mes aïeux. Redécouvrons donc une "

ancienne "technologie, que recycilent ces temps modernes.

." Sylvestre Ouedraogo in Computer & the Jembe, Harmattan, Paris 2003 (français/anglais)

### Pour commander le livre :

Appelez au : +226 70 25 04 49 / 50 36 04 83

Ecrire: [sylvestre.ouedraogo@univ-ouaga.bf](mailto:sylvestre.ouedraogo@univ-ouaga.bf) / [info@burkina-ntic.org](mailto:info@burkina-ntic.org)

Sylvestre OUEÐRAOGO

L'ordinateur et le djembé  
Entre rêves et réalités

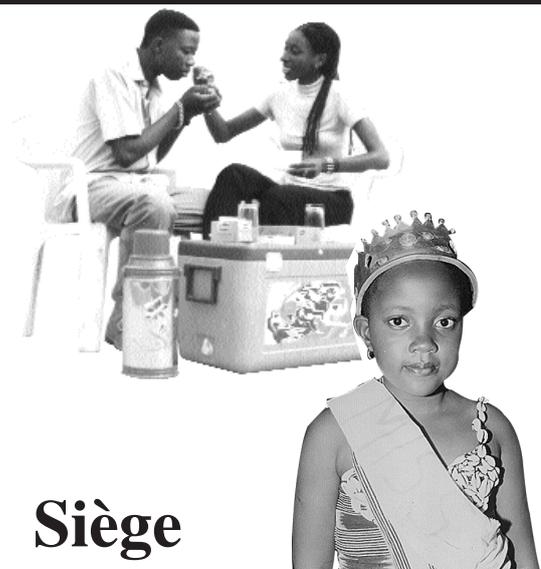
The computer and the Jembe  
Between Dreams and Realities



essais

TERRAIN  
récits & fictions

L'Harmattan



## L'œil des Jeunes

Le journal de tous  
les jeunes au Burkina

Réflexions, débats, analyses,  
Opinions

Nous  
avons  
tout prévu  
pour Vous!

**Siège**

Villa 96, cité  
1200 lgts

**Tél. :**

(00226) 50-36-91-93

**E.Mail :**

[salbrehamado@hotmail.com](mailto:salbrehamado@hotmail.com)

**ONG,**

**Associations;**

Entrez dans le village planétaire

**<http://www.faso-ong.org>**

Profitez de l'opportunité dès maintenant

Contactez-nous

**<http://www.burkina-ntic.org>**

**Faites vos annonces**

**Sur burkina-ntic**

Entrez dans le monde des affaires

**dans le monde de la communication**

Profitez de l'opportunité dès maintenant

Contactez-nous

**<http://www.burkina-ntic.org>**

**Fiche d'abonnement à Burkina-ntic**

Nom .....

Prénom .....

Adresse postale .....

Email en caractère d'imprimerie .....

## Suite de la page 5

et autour des thèmes suivant : Pourquoi y-a-t-il une différence entre la participation des membres et la participation réelle (équipe qui élabore le projet et les bénéficiaires sur le terrain) et pourquoi l'importance d'intégrer les besoins réels et buts de l'organisation porteuse du projet dans ce dernier ? que la rencontre s'est poursuivie.

Rappelons que c'est au cours de la table ronde de juillet 2003 que bon nombre d'organisations participantes, grâce à l'approche dynamique en la matière de L'IICD, avaient élaboré des projets en faveur des populations des

secteurs où ils évoluent.

Des conclusions des 2 groupes l'on retient pour le premier qu'il est important d'identifier les buts des projets, de garder à l'esprit le processus de formulation des projets, qu'une certaine flexibilité des bailleurs est primordiale, nécessité d'une autonomie institutionnelle au niveau des partenaires. Le groupe deux quant à lui à fait ressortir que dans le processus d'élaboration les besoins des bénéficiaires étaient toujours pris en compte, bien que ces derniers ne participent pas à son élaboration.

Cette demi-journée d'échanges a pris fin aux environs de 13 heures, mais auparavant des

remarques ont été faites par l'IICD quant à la nécessité d'impliquer les bénéficiaires-acteurs dans l'élaboration -formulation des projets. Cette rencontre qui a permis aux différents participants d'exprimer leurs avis souvent différents de ceux du partenaire IICD, a été salué par celui-ci qui pense multiplier une telle initiative en vue de vraiment suivre l'évolution des projets et ainsi de réadapter sa démarche en vue d'être en adéquation avec ses partenaires pour le bien être et un impact réel sur les populations bénéficiaires.

**Théodore SOMDA**

## Suite de la page 6

mettre donc en accord avec ce qui se passe dans le pays.

**Comment appréhendez-vous le dynamisme et l'engagement des membres du réseau Lien ?**

**B M :** Pour être franche, je pense qu'il manque beaucoup de dynamisme parce qu'il y a certains acteurs qui sont dynamiques et d'autres qui le sont vraiment moins même s'ils se disent membres actifs. Et je pense qu'à côté de ceux-là, il y a des personnes qui ont un grand potentiel et qui interviennent plus au niveau des activités ponctuelles et qui pourraient être reconnus comme membres plus actifs que d'autres.

**Afrique, Internet, mondialisation, quelle est la part de réalité dans ces concepts et pour quel développement ?**

**B M :** C'est une question un peu difficile parce que dire Afrique, Internet, développement et faire une liaison entre est facile. Nous sommes tous au courant que ce n'est pas si facile en l'Afrique. Car les moyens, qu'ils soient financiers ou matériels, sont peu. Il y a toujours un fossé entre les pays en voie de développement et

les grands géants de la mondialisation. A côté de cela, il y a un petit nombre de personnes qui ont accès à Internet et peuvent partager cet accès. Et quand on parle d'accès, on n'a pas besoin d'avoir tous un accès technique à l'outil pour pouvoir bénéficier des informations qu'Internet nous donne. Je mise plus sur la gestion de l'information, l'échange d'informations pour un développement de l'Afrique.

**Comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent-elles être des remèdes aux problèmes d'enclavement et de pauvreté que vivent certains pays africains ?**

**B M :** L'Internet ouvre tellement de portes que ça devrait à un certain degré atténuer la soif d'information. La technologie en elle-même n'est pas une fin, c'est un moyen. Quand on est un pays qui cherche le développement dans de domaine de base comme la santé ou l'alimentation et l'accès à l'Internet et le partage en terme d'information avec des personnes qui ne savent pas lire ou écrire doit se faire et exister. Et le système de réseautage peut aider à cela. L'information passe par celui qui sait lire et écrire pour

atteindre les autres.

**Connaissant les Burkinabè et ayant travaillé avec eux, pensez-vous qu'en matière d'amélioration des conditions de vie les Burkinabè aient un avenir ?**

**B M :** Il y a un avenir. Cet avenir qu'il soit clair, j'en suis pas encore persuadé parce qu'il faut que les gens comprennent les enjeux, représentent les acquis et les saisissent surtout. On peut voir les enjeux, les apercevoir et pas forcément se jeter à l'eau. Or, il faut bien les comprendre et oser franchir le pas avec le peu de moyens qu'on a. Au Burkina, il y a des gens très compétents qui ont beaucoup d'idées, et je pense que c'est ça qu'il faudrait exploiter. L'avenir est là, mais il n'est pas encore certain, clair. Il faut que les gens définissent eux-mêmes leurs priorités, leur défis et qu'ils se mettent ensemble parce que dans l'isolement ils ne peuvent pas travailler. Le manque de culture de partage de connaissances existe encore ici.

**Propos recueillis par Ramata Soré,  
Journaliste à l'Evènement  
Mai 2004**



**Vous êtes**

Informaticien,  
Maintenancier,  
Formateur en page web...

**Vous recherchez**

un emploi,

**Contactez-nous**

Pour vous faire annoncer !



**[www.burkina-ntic.org](http://www.burkina-ntic.org)**

**Vous souhaitez**

vendre votre ordinateur ou votre imprimante

**Vous désirez**

acheter un ordinateur portable ou tout autre chose

**Contactez Burkina-ntic**

qui vous insérera dans cette rubrique !



**[www.burkina-ntic.org](http://www.burkina-ntic.org)**

